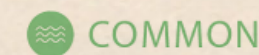


# ZÉRO DÉCHETS EN MÉDITERRANÉE

## ACTIONS POUR UN BASSIN MÉDITERRANÉEN SAIN



Union pour la Méditerranée  
Union for the Mediterranean  
الإتحاد من أجل المتوسط



### LES ENJEUX

Les **déchets marins** - en particulier plastiques - constituent une menace sérieuse du fait de leurs lourdes répercussions environnementales, économiques, sociales, politiques et culturelles. Les déchets marins ont un impact néfaste non seulement sur les **écosystèmes côtiers et marins** mais aussi sur les **services** qui en découlent, ce qui affecte les **moyens de subsistance** et le **bien-être des populations**. La pollution plastique marine ne se cantonne pas aux océans, elle



**viennent**, et ses effets potentiels sur la santé humaine ne sont pas encore pleinement établis.

Le bassin méditerranéen est **particulièrement vulnérable** aux pressions exercées par ses côtes densément peuplées, un tourisme très développé et un trafic maritime intense (30 % du trafic maritime mondial) ; une vulnérabilité exacerbée par le faible taux de régénération de ses eaux et l'absence structurelle de systèmes et d'infrastructures de gestion



impacte également l'atmosphère et le climat car le plastique, bien qu'indispensable à nos sociétés modernes, contribue aux émissions de gaz à effet de serre à chaque étape de son cycle de vie, de sa production à son raffinage et jusqu'à la manière dont il est géré en tant que déchet.

La pollution plastique en mer Méditerranée constitue une menace pour le **bien-être des pays** et leur **résilience économique** et la **pérennité de l'en-**



vironnement, et ses effets potentiels sur la santé humaine ne sont pas encore pleinement établis. des déchets appropriés (de la collecte au recyclage) dans la plupart des pays limitrophes. Les déchets trouvés sur les plages méditerranéennes semblent provenir principalement d'activités récréatives et touristiques, ainsi que de mauvaises pratiques de gestion des déchets municipaux.

Le fait que la mer Méditerranée soit l'une des mers les plus touchées par la pollution marine au monde est largement reconnu et accepté. Les rejets de plastiques dans la mer ont été estimés



en 2015 à plus ou moins de **260 000 tonnes** par an ou **730 tonnes** par jour selon la densité de population côtière qui peut varier selon les pays, et représentent plus de 2% des déchets marins au monde (UNEP/MAP, 2015).

Les causes principales des déchets marins en Méditerranée sont les mêmes que partout ailleurs dans le monde : une combinaison complexe de modes de **production** et de **consommation**, un **comportement irresponsable** des **individus** et des **secteurs économiques**, une faible application et/ou un **manque de cadres politiques et législatifs**, de mauvaises pratiques de gestion des déchets solides, des **idées fausses** quant aux possibles solutions, et une compréhension parcellaire du problème en raison du manque de données exploitables.

De manière générale, l'économie méditerranéenne est encore marquée par un système linéaire qui surexploite les ressources naturelles, pollue et affaiblit des écosystèmes fragiles : dans une région considérée comme un *hotspot* de biodiversité, il est urgent de prévenir et de réduire les déchets en pensant des solutions en amont. L'économie circulaire est une opportunité unique pour les pays méditerranéens de se reconstruire "en mieux" après la crise actuelle de COVID-19 tout en améliorant la résilience du système économique. Elle

constitue également un levier pour contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030 des Nations unies et de plusieurs de ses ODD.

Dans ce cadre, **Plastic Busters** poursuit de manière continue et concrète la mise en place d'actions en faveur d'une Méditerranée sans déchets.





## PLASTIC BUSTERS

Un point de connexion pour les principaux mécanismes régionaux, projets et démarches relatifs aux déchets marins

### UNION POUR LA MEDITERRANÉE

Réunion(s) ministérielle(s) de l'UpM sur l'économie bleue et durable, février 2021, et le Groupe de Travail correspondant de l'UpM >

Plate-forme des acteurs de l'économie bleue en Méditerranée >

Conférence ministérielle de l'UpM sur l'environnement et l'action pour le climat >

'Agenda "Une Méditerranée plus verte", octobre 2021, et le Groupe de Travail correspondant de l'UpM >

### CONVENTION DE BARCELONE

Plan régional sur la gestion des déchets marins en Méditerranée >

Programme de surveillance et d'évaluation intégrées de la mer et des côtes méditerranéennes (IMAP) >

Plateforme de coopération régionale pour une Méditerranée sans déchets marins >

Groupe de Correspondance de l'Approche Écosystémique sur la Surveillance des Déchets Marins

### UNION EUROPÉENNE

Directive-cadre stratégie pour le milieu marin >

Stratégie européenne sur les matières plastiques dans une économie circulaire >

Pacte Vert >

Directive (UE) 2019/904 du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement >

Groupe Technique Déchets Marins de la Directive Cadre stratégie pour le milieu marin >

# L'INITIATIVE PLASTIC BUSTERS

## ACTION 1 ÉVALUATION & HARMONISATION DES MÉTHODES DE CONTRÔLE

Comblent les lacunes et répondent aux besoins en matière d'information sur les déchets marins, en complétant les évaluations existantes réalisées dans la région, et poursuivent l'élaboration et la mise en œuvre pratique de méthodes de contrôle (monitoring) harmonisées en ligne avec les avancées lors de la Convention de Barcelone et l'Union Européenne.

## ACTION 2 ACTIVITÉS DE DÉMONSTRATION DES MESURES DE TEST, PRÉVENTION ET MITIGATION

Développer et coordonner la mise en œuvre de projets de démonstration illustrant des actions de prévention, de réduction et d'élimination des déchets marins méditerranéens, sur la base des mesures fournies par le Plan Régional Plan régional sur la gestion des déchets marins en Méditerranée de la Convention de Barcelone, celles de la Directive-cadre Stratégie pour le milieu marin de l'Union Européenne, la Directive Européenne sur les Plastiques à Usage Unique, etc.

L'initiative Plastic Busters a démarré en 2013 pour remédier à certaines déficiences scientifiques et politiques existant à l'époque dans la région méditerranéenne. Depuis, des modifications y ont été apportées pour améliorer la liaison science-politique, Plastic Busters contribuant au contexte politique régional tout en étant informé par celui-ci. Née sous l'égide du **SDSN Méditerranée** (Réseau des Nations Unies pour les solutions de développement durable), l'initiative offre une **occasion concrète** aux projets partageant une même vision **d'unir leurs forces** et de **pleinement exploiter** leur potentiel en matière de synergies afin d'harmoniser et synchroniser leurs activités de gestion des déchets marins méditerranéens. L'initiative Plastic Busters vise à atteindre un objectif commun : **s'attaquer efficacement au problème de la pollution en Méditerranée** en abordant l'ensemble du cycle de gestion des déchets marins, de la surveillance et de l'évaluation à la prévention et à la mitigation, contribuant ainsi à soutenir une gouvernance fondée sur des preuves et des données scientifiques.

Dirigée par l'**Université de Sienna** (coordinatrice scientifique : Prof. Maria Cristina Fossi), et mise en œuvre par un consortium de 15 partenaires du pourtour méditerranéen, l'initiative Plastic Busters s'articule autour de quatre domaines d'intervention clés :

## ACTION 3 SOUTIEN À LA GOUVERNANCE

Renforcer la liaison entre la science et la politique en fournissant des données pertinentes sur les déchets marins, des recommandations pour une stratégie globale et harmonisée de surveillance de ces déchets, des exemples concrets et des lignes directrices pour la mise en œuvre des meilleures pratiques pour leur gestion, le renforcement des capacités des acteurs institutionnels sur les questions les concernant, etc.

## ACTION 4 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET SENSIBILISATION

Concevoir et coordonner la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation ainsi que de programmes d'éducation au développement durable adaptés aux besoins des parties prenantes (stakeholders) en matière de déchets marins, parmi lesquels la communauté éducative.

### INITIATIVE PLASTIC BUSTERS >

Labellisation de Plastic Busters par l'UpM

### PROJETS FAISANT PARTIE DE L'INITIATIVE PLASTIC BUSTERS

Interreg Med — Plastic Busters MPAs >

IEV CTF MED — COMMON >

IEV CTF MED — Plastic Busters CAP >

### PROJETS ASSOCIÉS/LIÉS À L'INITIATIVE PLASTIC BUSTERS

EU Water and Environment Support (WES) >

Interreg Med Green Growth Community >

Interreg Med Blue Growth Community >

SwitchMed >

### AUTRES DÉMARCHES PERTINENTES LIÉES À PLASTIC BUSTERS

EU Mission for Oceans, seas and waters >

BLUEMED >

WESTMED >

EUSAIR >

Cadre Stratégique Interreg Euro-Med >

Cadre Stratégique IEV CTF MED >



# ALLER DE L'AVANT

## LES ACTIONS LES PLUS URGENTES POUR LUTTER CONTRE LA POLLUTION PAR LES DÉCHETS MARINS EN MER MÉDITERRANÉE

### CE QUE NOUS RÉVÈLE NOTRE EXPÉRIENCE

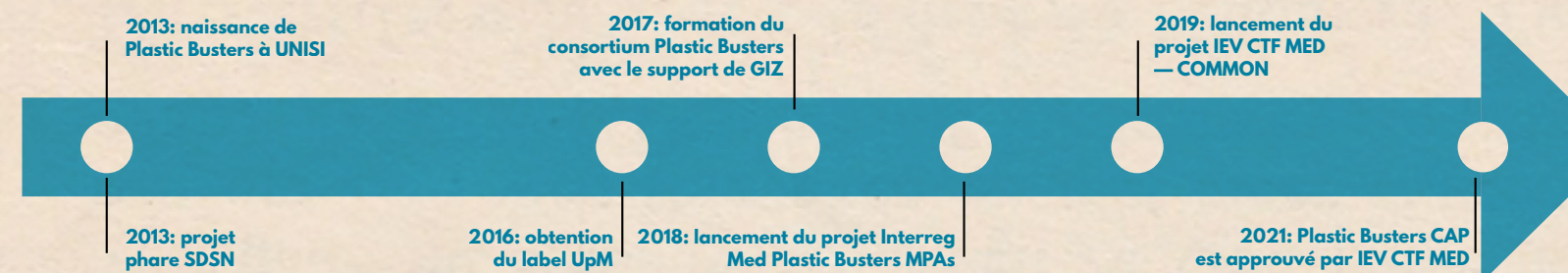
Le temps ne joue pas en notre faveur. Des actions urgentes sont nécessaires pour inverser la tendance à la hausse de la pollution des déchets marins en général, et de la pollution plastique en particulier, en Méditerranée.

Les pays méditerranéens doivent accélérer la transition vers un modèle de croissance régénératrice qui donne à la planète plus que ce qu'il ne prend, aller vers une exploitation des ressources circonscrites aux limites de la planète, et donc s'efforcer

de réduire son empreinte écologique en doublant le recours aux matières recyclées durant la prochaine décennie.

Les **démarches, initiatives et projets présentés dans ce document** illustrent tous la nécessité d'un changement des modes de production et de consommation, associé à des actions ambitieuses pour prévenir et mitiger les effets des déchets marins. Concrètement, il est urgent de:

### HISTORIQUE DE L'INITIATIVE PLASTIC BUSTERS



## 1. ÉVOLUER VERS UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Le maintien d'une économie linéaire et la réduction de la quantité de matériaux nuisibles à l'environnement ne suffisent pas à enrayer la trajectoire catastrophique des déchets marins. Cette approche peut avoir des effets néfastes en créant un faux sentiment de «conscience et de responsabilité environnementale» chez les consommateurs.

La réduction de l'empreinte écologique et l'augmentation du taux d'utilisation de matériaux recyclés constituent une priorité qui doit également être considérée dans la perspective du Green Deal européen. Les ressources naturelles sont le fondement des économies nationales, elles fournissent des matières premières cruciales pour la vie quotidienne et sont nécessaires à presque tous les secteurs de l'économie mondiale. Étant donné l'ampleur de la demande, les matières premières (y compris les matières premières primaires et secondaires obtenues par recyclage) continueront à jouer un rôle clé dans l'économie.

Une intervention globale est nécessaire, centrée sur des comportements et des modes de vie nouveaux et durables, différents de la culture du jetable qui prévaut actuellement dans la société, et mettant la priorité sur la prévention des déchets. Elle devrait inclure:

**La pleine intégration de la circularité dans les cadres politiques et institutionnels.** L'intervention des gouvernements (niveaux national et régional) est essentielle pour piloter la transition vers l'économie circulaire en coordination avec le secteur des entreprises et la société civile. Des actions telles que la sensibilisation, la mobilisation du secteur privé et d'autres parties prenantes clés (c'est-à-dire les consommateurs), sont

essentielles et doivent être coordonnées. De même, la mise en place d'un cadre favorable requiert de prendre des mesures cohérentes dans un grand nombre de domaines politiques pertinents tels que le développement industriel, l'entrepreneuriat, le commerce, la recherche et l'innovation, l'éducation et le développement des compétences.

**L'amélioration de plans de gestion intégrée des déchets.** Des mesures ambitieuses de prévention (intégrant par exemple des objectifs et des stratégies zéro déchet) et de gestion des déchets (notamment par le biais de stratégies basées sur une hiérarchie des déchets et l'économie circulaire ; la priorisation du recyclage des principaux flux et la limitation des décharges ; des mécanismes de responsabilité élargie aux producteurs et des systèmes de consigne pour les produits et les emballages en plastique) sont nécessaires de toute urgence.

**De nouveaux modèles économiques** sont nécessaires pour favoriser une production économe en ressources et l'adoption de technologies propres, promouvoir le recyclage, engager et impliquer le secteur privé, y compris sur la nécessité de mettre en œuvre des méthodes fiables et durables au stade de la conception des produits ; utiliser des marchés publics écologiques comme levier pour ces nouveaux modèles commerciaux.

**Élimination progressive des plastiques à usage unique** et prévention de la pollution plastique en renforçant les capacités des autorités nationales et régionales à transposer les principales exigences de la Directive européenne sur les plastiques à usage unique.





## 2. DÉVELOPPER UNE GOUVERNANCE ET DES ACTIONS INTÉGRÉES.

La mer Méditerranée doit être considérée comme un tout, et les déchets marins comme un défi multidimensionnel pour lequel des réponses non coordonnées offrent peu d'efficacité et d'impact. Les frontières géographiques, administratives et sectorielles ne peuvent constituer un obstacle à l'action. En ce sens, il est urgent de:

● Renforcer la **coopération entre toutes les initiatives méditerranéennes**, tant au nord qu'au sud du bassin, en gardant une vue d'ensemble claire de tout le cycle de gestion des déchets marins et en **prenant en compte les dimensions terre et mer. Capitaliser sur les résultats actuels et progresser vers une approche régionale**, en assurant un soutien à long terme au processus en cours. Diffuser et échanger les meilleures pratiques et, le cas échéant, comparer les différentes initiatives d'économie circulaire afin de favoriser les partenariats.

● Bien que des données exploitables sur les déchets marins existent et aient été récemment améliorées dans la région (types, quantités, etc.), elles restent inégales et circonscrites au nord de la Méditerranée dans leur majorité. Disposer de données de surveillance standardisées permettant d'évaluer l'impact des déchets dans l'ensemble de la Méditerranée reste une nécessité et le partage d'information entre les ONG, les OIG, les instituts de recherche, les autorités compétentes, etc. de la région doit être amélioré grâce à un **système commun de partage des données relatives aux déchets marins**.

● **Cartographier les politiques nationales et les cadres réglementaires des pays méditerranéens** en matière de gestion des ressources naturelles (par exemple, l'eau, le sol, les minéraux, la biomasse) et de transition vers l'économie circulaire, y compris l'utilisation durable, l'amélioration de la circularité et le renforcement de la résilience aux impacts du changement climatique. Renforcer la mise en œuvre de

certaines mesures communes de prévention et de réduction des déchets marins aux niveaux régional et national et partager les meilleures pratiques en la matière.

● Développer et appliquer des **approches, des orientations et des outils harmonisés au niveau régional** pour assurer une mise en œuvre efficace des mesures sélectionnées. Améliorer et/ou mettre en œuvre à grande échelle une stratégie harmonisée de surveillance des déchets marins au niveau méditerranéen, en travaillant avec un nouveau protocole standardisé pour détecter la présence et l'impact de ces déchets sur la biodiversité par le biais d'un éventail d'espèces bio-indicatrices (allant des invertébrés aux mammifères marins) dans l'ensemble du bassin méditerranéen, conformément aux indicateurs de la Directive-cadre Stratégie pour le milieu marin et du Programme de surveillance et d'évaluation intégrées de la mer et des côtes méditerranéennes. Ce protocole standardisé doit permettre d'identifier les zones sensibles particulièrement aux menaces que les déchets marins font peser sur la biodiversité marine, ainsi que les actions de prévention et de mitigation (telles que l'interdiction des plastiques à usage unique, la mise en place d'une gestion des engins de pêche abandonnés, l'interdiction de certaines activités, l'élargissement de la responsabilité au producteur et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation). Des efforts importants devraient être déployés pour élargir la portée géographique des programmes de surveillance des déchets marins afin d'évaluer la présence et les effets de ces déchets dans les zones marines protégées, dans le cadre de l'ODD 14 «Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable».

● **Renforcer les interactions science-politique-société** en favorisant les projets de recherche et de développement alliant l'industrie et le monde universitaire et en encourageant la mise en relation entre la recherche scientifique et les besoins

sociétaux pour lutter contre les déchets marins. La mise en œuvre efficace de ces interactions doit également être rendue possible grâce à des programmes de renforcement des capacités et à un financement adéquat des acteurs clés, tels que les organismes de gestion des Aires Marines Protégées (AMP), les agences locales et nationales de protection de l'environnement et autres organisations similaires.

## 3. ADOPTER UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE ET INTERCONNECTÉE.

● À l'avenir, il conviendra d'adopter une approche plus holistique et systémique pour lutter contre les déchets marins afin de comprendre réellement (et de traiter via de nouveaux mécanismes de diagnostic) l'ensemble des facteurs à l'origine de l'impact et de la pression que les activités humaines exercent sur la biodiversité et les océans. Ces **facteurs cumulatifs, directs et indirects**, causés par les déchets marins, la contamination chimique, le changement climatique et les pathogènes émergents, entre autres, contribuent à déstabiliser les équilibres précaires de la biodiversité marine, des écosystèmes marins et les services en découlant.

● Un changement de paradigme pour la reconnaissance du lien entre santé et environnement au cœur de la santé planétaire et pour **le passage d'une analyse coûts-avantages à la reconnaissance des «co-avantages»** est urgent. Il est nécessaire d'adopter une nou-

● **Appliquer la législation et les mesures politiques actuelles relatives aux déchets marins**, notamment en ce qui concerne les questions de responsabilité, et continuer à les développer et à les améliorer.

velle approche des problèmes environnementaux qui ne consiste pas à faire un compromis entre «sauver l'économie» et «sauver des vies», ni entre «l'économie» et «l'environnement», mais plutôt à œuvrer en faveur de la préservation des océans, des activités économiques marines, des moyens de subsistance et du bien-être des populations.

● À cette fin, la priorité est de faire le lien entre les moyens de subsistance et le bien-être des êtres humains et la santé des océans, et de se rendre compte que le suivi et la prise en compte des contraintes cumulatives sur les océans par le biais d'une approche fondée sur les co-bénéfices permettent non seulement de préserver la santé des écosystèmes océaniques, mais aussi de préserver les moyens de subsistance des populations en permettant d'accéder à des services écosystémiques de meilleure qualité (par exemple, la pêche, la stabilisation du climat, etc.).





L'initiative  
PLASTIC BUSTERS et  
ses acteurs sur le terrain  
continueront à œuvrer  
ensemble au renforcement  
de la lutte collective  
contre les déchets marins  
en Méditerranée, en  
s'appuyant sur les priorités  
et les recommandations  
précédemment  
mentionnées.



Union pour la Méditerranée  
Union for the Mediterranean  
الإتحاد من أجل المتوسط



PLASTIC BUSTERS  
MPAs

